

La laïcité n'est pas l'irréligion

La laïcité n'est pas l'irréligion. Elle garantit le droit de croire, de ne pas croire et de changer de croyance. L'article 15 de la Constitution fédérale est formel sur cette question. Il dit: «La liberté de conscience et de croyance est garantie. Est-ce réellement le cas?»

André SPRENGER

Lausanne-Cités: Comment définir la laïcité et ne fait-on pas l'amalgame avec l'irréligion?

Yves Scheller, président de l'Association suisse pour la laïcité: Fondamentalement, la laïcité sépare deux choses: la sphère publique, régie par le droit commun que les citoyens se donnent à eux-mêmes; la sphère privée, domaine de toutes les différences et de toutes les morales, éventuellement religieuses.

Quant à l'amalgame avec l'irréligion, il est permanent. Nos adversaires ne cessent de nous présenter comme des bouffeurs de curés. Truc connu: mieux vaut décrire soi-même son ennemi que d'écouter ce qu'il dit vraiment. On assiste ainsi à une floraison de «dialogues interreligieux» dont il ressort, bien entendu, que la religion est une excellente chose et la laïcité une ringardise hirsute et grossièrement matérialiste. Du reste, certains «laïques» - en fait des athées fanatiques - peuvent donner prise à cette caricature. Pour nous, c'est une forme de cléricisme pareille à toutes les autres.

En réalité, nous défendons à égalité le droit de croire, de ne pas croire et de changer d'avis, qui vont de toute façon de soi puisque la liberté de conscience est absolue et que les gens ne demandent pas la permission pour penser, fort heureusement. Nous aimerions que cela continue.

Parce qu'il y a un risque que cela disparaisse?

Dans son expression publique, à l'évidence. Les athées ressortissant de cultures musulmanes – il y en a – courent de vrais risques à dénoncer l'islamisme. A l'inverse, beaucoup d'hommes n'osent pas contrer un certain féminisme totalitaire et militant qui fait d'eux des monstres par essence. Ne parlons pas du dogme néolibéral, au nom duquel on dépèce l'Etat en le soustrayant au contrôle des citoyens. Quant au clergé médiatique, sans contre-pouvoir, il impose ses règles du jeu et son recours constant à l'émotionnel (au passage, merci à votre journal d'éviter cela). Nous ne sommes plus sous un régime de censure politique, mais sous la coupe d'une censure morale et bien-pensante. On n'en meurt pas, mais ça commence à devenir taquin.

En quoi un Etat laïque est-il plus tolérant qu'un autre?

Demandez-le aux Afghanes ou aux Coréens du Nord... La tolérance est une excellente chose, mais c'est une disposition morale, privée, à bien plaisir. La laïcité fait mieux: elle défend le droit, qui est public et s'impose à tous. Dès lors, une minorité ne peut être traitée différemment de la majorité. C'est bien ce qui gêne les communautaristes, qui rêvent de se réincarner dans leurs ghettos identitaires en sacrifiant les droits individuels, et d'abord ceux des femmes.

Les religions ont marqué nos civilisations. Ne faudrait-il pas les enseigner dans nos écoles?

La laïcité n'est pas obscurantiste, et il n'y a rien d'antilaïque à enseigner à l'école, comme depuis toujours, des connaissances religieuses. A condition toutefois qu'on le fasse de façon tout à fait neutre, en mettant le chamanisme ou le bouddhisme sur le même plan que le christianisme. D'autre part, les religions n'ont pas le monopole de notre histoire ni de la morale : l'Antiquité, la Renaissance ou les Lumières ne sont pas moins importantes. La morale matérialiste existe depuis Héraclite...

D'aucuns dénoncent une crise morale, une perte des valeurs et même le libéralisme pour préconiser le retour de l'enseignement religieux. Votre avis? Ce discours est à la fois publicitaire et millénariste. C'est le mythe du «monde en pleine mutation» au nom duquel les nouveaux prophètes, néolibéraux en tête, voudraient nous faire avaler leurs providentielles couleuvres.

Le monde ne cesse d'évoluer, c'est certain, mais pas sans nous. L'histoire est aussi affaire de volonté. Le fatalisme mène à la servitude consentie, au bénéfice des plus puissants. Trop de politiques préfèrent se déculotter devant tout plutôt que de décider au nom des citoyens, ce qui est leur fonction première. Voyez Swissair ou Expo 02...

La revendication de l'enseignement des livres dans les écoles publiques, que le lobby religieux a réussi à rendre «intéressante» même à gauche, n'est rien d'autre que l'exploitation de la tendance générale au repli sur soi général, camouflée par le fameux et hypocrite «respect de l'Autre», qui ne nous empêche pas, par exemple, de rester totalement indifférents au fait que l'Afrique crève... Lorsqu'on les écoute, on s'aperçoit vite que les défenseurs de tels cours entendent privilégier le christianisme, «socle de notre culture». Ben voyons...

Les Eglises sont en déshérence (les pratiquants totalisent 5% des catholiques en Suisse romande et 2% des protestants de Genève). Elles ont tout simplement disparu comme institutions. Mais elles font comme si de rien n'était. Et comme la première compagnie aérienne venue, elles en appellent à l'Etat lorsqu'elles sont en faillite. C'est ainsi que dans la plupart des cantons, les non-croyants et les croyants minoritaires continueront à leur verser un impôt ecclésiastique totalement abusif. Comme a dit Montesquieu: «La liberté est un bien qui fait jouir des autres biens.»